

Hérodote

revue de géographie
et de géopolitique
n° 134



SOMMAIRE

- 3 Pillage et piraterie, *Béatrice Giblin*
- 15 Darfour : un modèle pour les guerres du XXI^e siècle, entre pillards *janjawid* et flibuste des puissances émergentes de la mondialisation ? *Entretien avec Marc Lavergne*
- 38 Ressources minérales, armes et violences dans les Kivus (RDC), *Pierre Jacquemot*
- 63 Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains, *Philippe Hugon*
- 80 La dimension terrestre des pirateries somaliennes et indonésiennes, *Éric Frécon*
- 107 La piraterie dans le golfe d'Aden : les puissances désarmées ? *Alain Gascon*
- 125 Mafia et économie légale : pillage et razzia, *Clotilde Champeyrache*
- 138 La biopiraterie : réalité ou manipulation médiatico-politique ? Le cas des Indiens *Krahó* en Amazonie brésilienne, *Rodolpho Zahluth Bastos*
- 151 Pillage et vandalisme dans le Delta du Niger, *Benjamin Augé*
- 176 Les pirates du cyberspace, *Frédéric Douzet, Jean-Loup Samaan et Alix Desforges*
- 194 De l'utilité politique de l'accusation de « pillage » : le cas des multinationales de l'eau en Argentine, l'exemple de Córdoba, *Aziza Akhmouch*
- 218 *Hérodote* a lu
- 220 Résumés
- 224 Abstracts

Pillage et vandalisme dans le Delta du Niger

*Benjamin Augé**

Depuis 2006, le Nigeria, et plus particulièrement la région du Delta font régulièrement la une des actualités du continent africain, du fait de la multiplication des attaques de rebelles, touchant en particulier les compagnies pétrolières comme Shell (principal producteur du pays), Eni, Chevron-Textaco, Exxon-Mobil, Total ou Addax. Les compagnies sont victimes de kidnapping, détérioration des installations, perçage des oléoducs, etc. Ce phénomène s'est même accéléré à partir d'avril 2008 où certaines compagnies ont dû utiliser la disposition légale de rupture de contrat temporaire dit « de force majeure », du fait des vandalismes empêchant totalement l'acheminement du pétrole de plusieurs champs. Les dirigeants des *majors* pensaient se prémunir contre ces attaques en accélérant, depuis les années 1990, les investissements dans l'exploration et la production *offshore*. Les faits les obligent à revoir leurs schémas initiaux. Il n'y a jamais eu autant d'attaques qu'en 2008 : près de 92 [Bloomberg.com] contre 60 en 2007. Les moyens des mouvements rebelles se sont accrus ainsi que leur capacité de nuisance grâce, notamment, à des bateaux surpuissants capables d'aller à plusieurs dizaines de milles nautiques. Ils sont désormais équipés d'armes lourdes qui rivalisent avec les meilleures compagnies de sécurité privée du Delta. Le gouvernement central à Abuja a vu se métamorphoser les actions des mouvements de revendications politiques. D'une lutte non-violente de certains mouvements des années 1990, comme le Movement for Survival of Ogoni People (Mosop), ils sont passés à une militarisation des combats, avec des organisations comme le Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND). Fait nouveau, ce dernier mouvement met moins en valeur la défense d'une cause ethnique en particulier contrairement

Herodote, n° 134, La Découverte, 3^e trimestre 2009.

* Doctorant à l'Institut français de géopolitique, université Paris-VIII.

HÉRODOTE

aux précédents. Cependant, une majorité des membres et militants du MEND sont d'ethnie Ijaw (représentant 14 millions d'habitants dans la région du Delta).

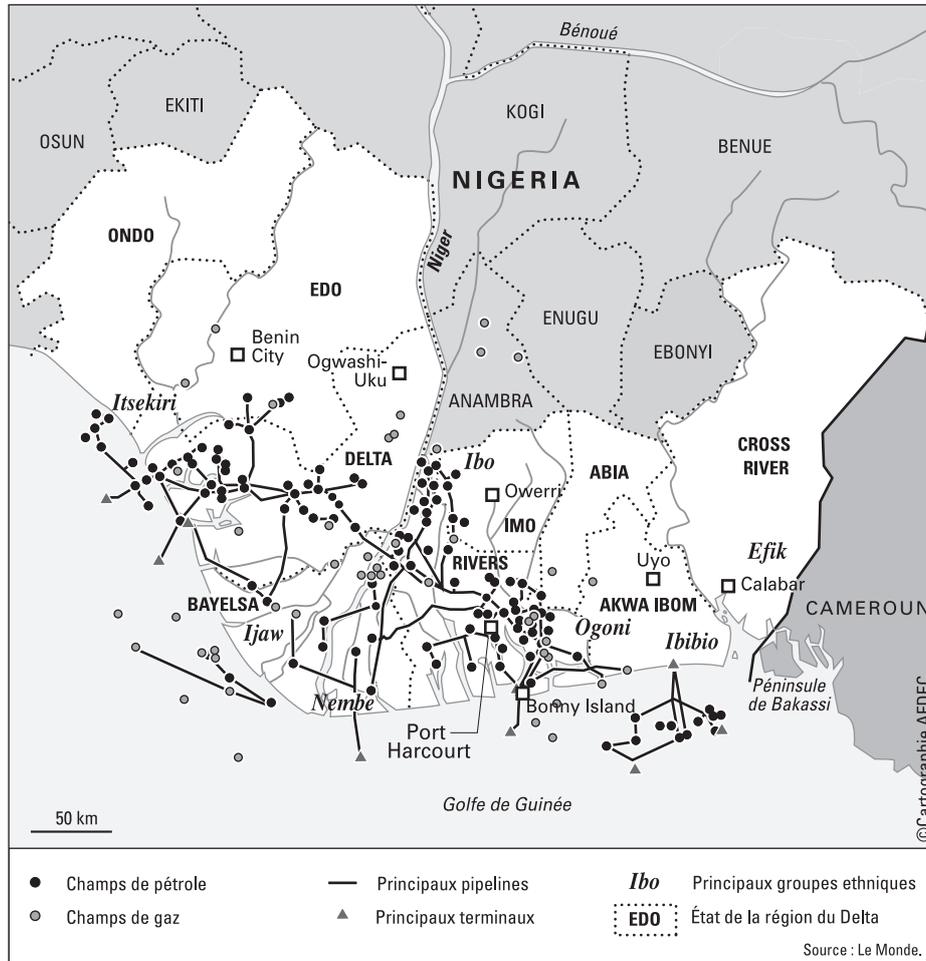
Le Nigeria et l'Algérie sont, historiquement, les premiers pays africains à produire du pétrole en 1958. Les premiers troubles politiques sévères liés à cette richesse sont, dès 1967, à l'origine de la guerre du Biafra au sud-ouest du Nigeria. La manne pétrolière peut facilement être assimilable à une malédiction si l'on analyse le développement économique de certains pays producteurs africains. Le Nigeria semble représenter la caricature d'une gestion pétrolière et énergétique conduisant au chaos économique, écologique et sécuritaire que l'on connaît aujourd'hui ; alors que ce propos peut être nuancé pour certains autres pays du continent. En tenant compte de l'inflation depuis les premières années de la production pétrolière, les Nigériens se sont même appauvris « grâce » au pétrole. En 1971, le PIB (produit intérieur brut) par habitant était de 382 dollars dont 103 dollars de revenus pétroliers ; en 2000, les revenus pétroliers par habitant étaient de 170 dollars et pourtant le PIB global à parité de pouvoir d'achat est passé en dessous du niveau constaté vingt-neuf ans plus tôt [Chevalier, 2007, p. 2]. De plus, le morcellement du territoire issu d'une politique décentralisatrice continue a fait passer le Nigeria de trois grandes régions semi-autonomes à l'indépendance à trente-six États aujourd'hui. Le choix du fédéralisme a été vu comme le moyen de régler les rivalités entre groupes ethniques. Cette décentralisation a un rôle central dans la très grande déperdition de l'argent du pétrole et dans une gestion ne permettant pas une répartition efficace.

Le Delta du Niger (à ne pas confondre avec le delta géographique du fleuve Niger) est situé au sud-est du Nigeria. Cette région est une construction géopolitique : elle n'a pas de cohérence géographique particulière mais elle est administrée par le pouvoir comme une entité singulière pour des raisons politiques et économiques. La région du Delta était officiellement composée des États de Rivers, Delta et Bayelsa jusqu'à ce que l'ex-président Olusegun Obasanjo (1999-2007) décide de l'étendre aux États voisins d'Abia, d'Akwa Ibom, de Cross River, d'Edo, d'Imo et d'Ondo. Cette région du Delta a deux particularités : les États qui la composent produisent la quasi-totalité du pétrole *onshore* du pays ; de plus, depuis septembre 2008, elle est supervisée par un ministère qui lui est dédié. L'actuel président du Nigeria, Umaru Musa Yar'Adua, a fait de la question de l'insécurité du Delta du Niger l'un des sujets prioritaires, au même titre que les sept autres chantiers évoqués peu après son élection et l'aide aux communautés défavorisées¹.

1. Les sept priorités sont dans l'ordre d'importance : électricité et énergie, sécurité alimentaire et agriculture, emploi, transports et infrastructures, réforme foncière, sécurité, éducation de qualité. Le développement du Delta du Niger et l'aide aux communautés défavorisées sont les deux sujets spéciaux ajoutés aux sept précédents.

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

CARTE. – PRODUCTION ET EXPORTATION DE PÉTROLE
DANS LE DELTA DU NIGER



Hérodote, n° 134, La Découverte, 3^e trimestre 2009.

HÉRODOTE

La définition de la piraterie est complexe dans le Delta du Niger. Elle n'est pas uniquement le fait de voleurs qui pilleraient quotidiennement de petites quantités de brut, elle est aussi organisée par des réseaux avec des relais à l'intérieur du pouvoir nigérian. Cela concerne aussi les pays voisins comme la Côte-d'Ivoire, le Ghana, dont les raffineries utilisent du brut « illégal ». Le Cameroun et le Bénin connaissent, quant à eux, la contrebande organisée de brut raffiné nigérian par des petites unités clandestines, revendant le pétrole beaucoup moins cher et ruinant les stations-service locales, sans rapporter de taxe aux États. Sur une production journalière d'environ 2 millions de barils en 2008, on estime que le Nigeria a pu perdre jusqu'à 500 000 barils par jour (bpj), certaines semaines de septembre ou d'octobre, du fait du vandalisme d'installations d'extraction, de transport ou de stockage. En mars 2009, la production officielle de pétrole était de 1,6 million bpj alors qu'en 2006 elle se situait à 2,6 millions. Ces dégradations ou pillages ont d'ailleurs permis à l'Angola, à la fin de l'année 2008, de ravir au Nigeria la place de premier producteur africain de pétrole². La contrebande de pétrole est aussi le moyen qu'utilisent certains groupes de rebelles pour se procurer l'argent nécessaire afin de mener des actions violentes pour appuyer des revendications politiques. Cependant, pour la majorité des pilleurs, le calme et la discrétion sont privilégiés, car le vol de pétrole brut n'a pas d'autre finalité que créer un « business » plus ou moins régulier, ce qui impose d'éviter de se faire remarquer. Il existe donc deux sortes de contrebande : celle à des fins uniquement pécuniaires et celle qui a des buts plus politiques. Évidemment, sous des visées politiques, certains pirates s'enrichissent. La situation est donc complexe et empêche de traiter la question de façon manichéenne. Il paraît important d'englober le vandalisme dans la notion de piraterie car les activistes n'ont pas forcément la volonté de voler du brut mais surtout de détruire les capacités de production du Nigeria afin de peser sur des choix politiques internes.

Les quotidiens nigériens, *Vanguard* ou *This Day* en particulier, rendent compte fréquemment des derniers développements de la piraterie et des violences dans le Delta ; cependant, les enjeux considérables du pétrole au Nigeria et leur complexité rendent difficile l'exhaustivité de l'information par une presse pourtant de bonne qualité. Du fait des risques que prennent les observateurs sur le terrain, certaines de nos informations, en particulier sur l'organisation des réseaux de pillage, seront anonymes, car elles sont le résultat d'investigations menées par

2. Certains jours de 2008 la production du Nigeria est tombée à 1,5 million de bpj alors que l'Angola avait une production constante de 1,9 million bpj en fin d'année. Du fait des quotas Opep imposés dans les dernières réunions de l'organisation, l'Angola n'a plus le droit de dépasser 1,695 million bpj, il est donc théoriquement passé derrière le Nigeria qui a le droit à 2,05 millions. Cependant, pour des questions sécuritaires, le pays n'arrive pas à atteindre son quota.

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

des enquêteurs privés. Ces derniers, souvent mandatés par les compagnies pétrolières, détiennent les dernières informations et font partie des rares personnes à se rendre au cœur des lieux de conflits. L'organisation non gouvernementale International Crisis Group suit régulièrement les questions liées au Delta du Niger; ses différents rapports seront aussi l'une des sources importantes de cet article. Les revues ou bulletins pétroliers spécialisés, comme *Africa Energy Intelligence*, seront aussi utilisés. Certains mouvements de rebelles n'hésitent pas à user de la désinformation et de la propagande; cependant, il nous semble fondamental d'analyser leurs discours, surtout dans une phase où la communication, devenue véritable arme, fait régner le climat de peur constaté actuellement dans le Delta. Il existe peu d'ouvrages sur la question particulière des violences du Delta du Niger. Les rapports des ONG et nos contacts avec plusieurs enquêteurs privés sont donc essentiels.

Il convient d'abord d'appréhender la complexité du phénomène de la piraterie du pétrole nigérian. Des réseaux plus ou moins organisés profitent de ce « business » très lucratif, aboutissant à la captation de la manne pétrolière. Cependant, la piraterie peut aussi être un outil à visées plus politiques, par exemple avec l'un des groupes de rebelles les plus actifs dans le golfe de Guinée aujourd'hui : le Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND). Il sera nécessaire d'analyser ensuite les dispositifs de lutte contre la piraterie mis en place par le gouvernement du Nigeria, les pays riverains, les grandes puissances consommatrices et les compagnies pétrolières. La piraterie et la violence se retrouvent dans les autres pays producteurs de pétrole de la région, Cameroun et Guinée équatoriale. Enfin nous tenterons d'expliquer combien la mauvaise gestion pétrolière et, plus largement, celle du secteur de l'énergie a détérioré les conditions de vie des Nigériens, permettant le développement de cette piraterie et le rejet de la puissance publique. La population a tendance à ne plus respecter l'État mais à le « contourner ».

Les différents pillages et contrebande

Les pillages à des fins uniquement mercantiles

On distingue deux types de piraterie à des fins pécuniaires. Le premier, le plus simple, a pour but d'accaparer des quantités de pétrole brut, grâce à des perçages de trous sur les 4 000 kilomètres d'oléoducs qui sillonnent la région du Delta. Les oléoducs, très rarement protégés, peuvent passer en plein milieu des villes alors qu'ils sont entretenus sommairement, parfois rouillés et donc dangereux.

HÉRODOTE

Ce type de pillages peut être l'œuvre de bandes puissantes capables de se défendre contre la police ou l'armée, grâce à un armement conséquent. Ils peuvent attaquer une seule fois ou par coups réguliers. Il n'y a aucune règle et c'est la piraterie la plus difficile à infiltrer car elle ne cherche pas la publicité et n'est pas organisée en bande fixe. Les responsables de cette piraterie « crapuleuse » ont souvent recours à une main-d'œuvre jeune et pauvre pour les actions les plus dangereuses. Les risques sont en effet considérables, l'explosion d'oléoducs du fait de la pression peut conduire à des drames. On estime depuis 1998 à près de 2 000 le nombre de tués à la suite de ce type de vandalisme. L'un des cas les plus meurtriers est survenu à Lagos le 26 décembre 2006 : 269 personnes sont mortes brûlées à la suite d'un siphonnage d'oléoduc. Cependant, si ce dernier a échoué, plusieurs centaines réussissent chaque année. Ce genre de catastrophe peut aussi se produire lorsque de simples habitants, aux alentours des installations, tentent également leur chance. En octobre 1998, à Atiworo, près de Warri (sud), l'explosion d'une vanne ouverte pour en extraire le pétrole a tué près d'un millier d'habitants. Les Nigériens, qui, en grande partie, vivent pauvrement, sont nombreux à s'essayer à ce genre de pratique. Il est bien sûr impossible pour la police de surveiller tous les habitants ainsi que les milliers de kilomètres d'oléoducs.

Lorsqu'un groupe de pilleurs est en possession de brut, deux cas de figure se présentent. Il peut être très bien organisé et avoir accès à de petites distilleries « sauvages » pour transformer le brut en produits raffinés (de très mauvaise qualité) ou alors il ne contrôle pas le reste de la chaîne et doit revendre le brut à d'autres groupes qui disposent de ce type d'installation. Le pétrole brut ne sert à rien sans un travail de purification qui lui permet d'être utilisé notamment comme carburant dans les véhicules. Ce type de brut raffiné clandestinement est rentable pour les consommateurs nigériens, même si le prix officiel de l'essence est assez bas du fait des subventions de l'État. L'un des gros problèmes structurels du secteur pétrolier au Nigeria est la faiblesse de la production de ses quatre raffineries laissées à l'abandon (parfois sabotées) et ne couvrant qu'un tiers des besoins totaux estimés à 312 000 bpj en 2006³. Le prix à la pompe est donc assez élevé, comparé à celui des autres grands pays membres de l'Opep⁴. Le Nigeria a recours aux traders qui vendent le pétrole raffiné, comme tout pays aux capacités insuffisantes en raffinage. Même si son prix est moins élevé que celui du marché,

3. Par extrapolation, on peut estimer que la consommation, trois ans plus tard, est au moins de 350 000 bpj. Il est cependant impossible d'avoir des données précises au Nigeria sur la consommation, tellement les statistiques sont faussées par l'importance du pétrole de contrebande.

4. Organisation des pays exportateurs de pétrole. Le Nigeria en est membre depuis 1971.

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

grâce aux subventions étatiques (le prix d'un litre est en moyenne de 65 nairas, soit 0,44 dollar américain), le citoyen nigérian ne profite donc pas des bénéfices procurés habituellement par le statut de pays producteur de pétrole. Mais le pétrole de contrebande peut être jusqu'à trois fois moins cher (certains évoquent même un ratio d'un pour dix), et donc très compétitif, voire sans concurrence. En effet, en février dernier, le ministre des Finances nigérian Mansur Muthar a annoncé l'arrêt prochain des subventions pour le pétrole importé qui a coûté à l'État 4,3 milliards de dollars pour la seule année 2008 (à Lagos, des stations proposent déjà le litre à 100 nairas, soit 0,67 dollar) [Vanguard, 4 mai 2008]. Le marché va donc être libéralisé, ce qui devrait amplifier la contrebande de pétrole. Mansur Muthar a également promis une privatisation des quatre raffineries qui appartiennent en majorité à la société nationale Nigerian National Petroleum Co (NNPC). Cette annonce est cependant à prendre avec précaution, l'État nigérian ayant déjà par le passé essayé de vendre ses participations dans les raffineries sans toutefois intéresser le secteur privé. L'une des raisons de l'échec de ces tentatives de privatisations est que le raffinage est le maillon pétrolier aux marges les plus faibles. Mais la raison la plus déterminante semble être que les traders nigériens poussent à l'inertie étatique, grâce à leurs connexions politiques au plus haut niveau, afin que leur filière d'importation continue à prospérer. Le groupe privé nigérian Oando a d'ailleurs annoncé au mois d'avril dernier le début de la construction d'un énorme terminal pour l'importation de produits pétroliers, qui sera implanté dans la zone franche de Lekki à Lagos (*Africa Energy Intelligence*, n° 603, 22 avril 2009). Celui-ci permettra, grâce à la capacité des tankers à quai, de remplir quelque 500 camions par jour et d'alimenter le pays avec du pétrole raffiné à l'étranger. Les traders nigériens et internationaux qui vendent des produits raffinés à ce pays parient, grâce à leur *lobbying*, sur l'incapacité de l'État à améliorer ce secteur. On peut donc imaginer que la contrebande du pétrole va perdurer du fait, notamment, des investissements réalisés par Oando, induisant la quasi-paralysie du raffinage local. De plus, le gouvernement suspecte certains importateurs de produits pétroliers de créer volontairement des pénuries d'essence afin de faire monter les prix. Plusieurs stations-service se trouvent en rupture de stock notamment à Lagos ou à Abuja. Début mai 2009, le gouvernement fédéral a créé un comité technique pour enquêter sur ce phénomène qui handicape gravement l'économie du pays (*This Day*, 4 mai 2009), alors qu'il est l'un des premiers producteurs de pétrole du continent. En plus de la vente de pétrole de contrebande, les membres de ces réseaux ont très tôt trouvé un autre moyen pour accroître leurs profits avec les marchés des pays frontaliers.

HÉRODOTE

La contrebande pétrolière transfrontalière

Le rapport le plus précis et le plus récent sur ces questions a été réalisé en août 2008 par le groupement interpatronal du Cameroun (Gicam). Ce puissant syndicat a fait le pari, depuis quelques années, de contrer la contrebande venant du Nigeria en particulier, car elle pénalise ses entreprises. Le Gicam a donc mandaté un chercheur qui s'est rendu dans les trois États du nord du Cameroun frontaliers avec le Nigeria : Adamadoua, Nord et Extrême-Nord. Il y a étudié les réseaux et les modes opératoires des contrebandiers nigériens ; il a démontré que les pouvoirs publics camerounais et nigériens ne luttent quasiment pas contre cette contrebande dont les patrons camerounais propriétaires de stations-service souffrent. Le rapport confirme le constat accablant des travaux d'une commission interministérielle nationale en 2001 : les États du grand Nord camerounais sont approvisionnés à près de 67 % par des produits raffinés amenés clandestinement du Nigeria. Les stations-service locales ne bénéficieraient que d'un tiers du marché, seule partie vendue qui n'échappe pas aux taxes du raffinage et de l'État. De plus, sociologiquement parlant, le rapport poursuit en disant que « la contrebande dans le grand Nord est très ancrée dans les mentalités et dans les mœurs et est un phénomène connu de tous. Pire encore, c'est un phénomène normal et toléré par tout le monde. » L'achat de pétrole illégal nigérien serait ainsi considéré par les habitants du nord du Cameroun comme une façon de contourner un État discrédité du fait de la corruption des douaniers. Le pétrole de contrebande se trouve partout, contrairement au pétrole légal dont les habitants se plaignent. Le pétrole illégal se distribue sur chaque petit et grand marché des trois provinces étudiées par le rapport. Il est distribué dans de petites bouteilles en plastique d'un litre ou parfois de petites citernes, mais jamais dans de gros contenants afin de faciliter le transport sur les vélos et mobylettes qui effectuent des centaines de fois par jour la traversée de la frontière entre les deux pays. Les contrebandiers font parfois jusqu'à 50 kilomètres pour atteindre le lieu final de vente. L'organisation des contrebandiers est astucieuse car à chaque ville camerounaise correspond une ville nigérienne : « La ville de Garoua est pratiquement alimentée à partir de Gashiga et Dourbeye. Quant à Kousseri, sa principale porte d'entrée reste Fotokol. Limani-Banki, à la frontière du Nigeria, constitue le passage le plus important pour la ville de Maroua. » Aucune étude aussi précise n'a été menée au Bénin qui borde la côte ouest nigérienne, cependant, le pétrole de contrebande y circule aussi, même si cette zone ouest du Nigeria ne produit pas de pétrole. On peut également en trouver au Niger mais en quantité moindre, la zone pétrolière du Delta étant très éloignée.

La deuxième forme de piraterie ou pillage à des fins uniquement mercantiles a trait à des réseaux qui parviennent à s'approprier des cargaisons entières.

158

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

Elle représente aussi certainement la plus grande perte pour l'État comparée à la précédente. Ses réseaux ont l'appui de fonctionnaires contrôlant les ports, en particulier des militaires chargés de la sécurité. Les journaux nigériens font souvent référence à des généraux ou des gradés en retraite suspectés de s'adonner à ce genre d'affaires ; ils ont besoin d'argent du fait de leurs très faibles soldes. Ces cargaisons sont vendues à des traders nigériens ou étrangers qui « blanchissent » ainsi le pétrole, en une transaction, comme n'importe quelle autre cargaison. Le transfert s'effectue depuis les pétroliers dans des barges privées. Les volumes concernés par ce type de piraterie sont aussi très difficiles à déterminer, car très variables selon les jours. Ils ont pu ainsi atteindre plusieurs centaines de milliers de bpj à la fin 2008. Régulièrement les médias, et en particulier les journaux, se font l'écho de futures arrestations d'anciens militaires. En avril 2009, le nouveau commandeur de la Joint Task Force (JTF), Sarkin-Yarkin Bello, a annoncé que tous les officiers en retraite coupables d'avoir facilité les réseaux de vente de cargaisons de brut de contrebande seraient bientôt appréhendés (*Punch*, 4 avril 2009). Après un mois, aucune arrestation n'a eu lieu, il est donc probable que les bonnes résolutions du commandant Bello resteront lettre morte. Beaucoup d'ex-généraux contrôlent une partie non négligeable de l'économie du pays, certains ont aussi de forts appuis politiques locaux et nationaux, et sont donc peu faciles à poursuivre. La déclaration de M. Bello serait plutôt à considérer comme un désir de se démarquer de ses prédécesseurs. Cette « piraterie ou pillage professionnel » décrit bien la faillite de l'État nigérien par inefficacité de la surveillance.

Piraterie et vandalisme à des fins politiques

Il est difficile de démontrer le cloisonnement total entre une piraterie de pillage uniquement mercantile et celle qui consiste à peser sur les décisions politiques du pays. L'enrichissement des mouvements de lutte politique est prouvé par l'amélioration du matériel utilisé pour les « raids » et les divers vandalismes dans la région du Delta du Niger. Le vandalisme consiste à détériorer l'outil de production ou de distribution des compagnies pétrolières et gazières afin de faire pression politiquement sur ces sociétés et dans le même temps sur le gouvernement. La protestation politique a pourtant commencé avec une organisation plutôt pacifiste au début des années 1990 avec le Movement for Survival of Ogoni People (Mosop). Celle-ci a fait pression sur le gouvernement et a médiatisé ses demandes pour une meilleure répartition des revenus entre les compagnies et les communautés locales et une prise en compte de l'environnement, par des marches et des protestations politiques dans un cadre légal. Le texte fondateur du mouvement,

HÉRODOTE

« Ogoni Bill of Rights » de décembre 1990, demandait ainsi sobrement « l'utilisation dans des proportions justes des ressources économiques pour le peuple Ogoni ». Ce mouvement, comme d'autres apparus ensuite, s'insurge entre autres contre le *Land Use Act* de 1978 stipulant que les ressources minières et foncières appartiennent à l'État. Cette loi doit être comprise historiquement comme une matérialisation de l'affirmation d'une souveraineté attaquée pendant la guerre du Biafra en 1967. Cette dernière a vu un territoire du Delta riche en pétrole, peuplé majoritairement d'Ibos de religion chrétienne (dans un pays majoritairement musulman), proclamer son indépendance. Le pouvoir central (majoritairement d'ethnie Haoussa) a donc combattu le chef de l'indépendance du Biafra Odumegwu Emeka Ojukwu et ses hommes et vaincu la tentative sécessionniste en 1970. Les minorités ethniques du Delta étaient à l'époque opprimées par les Ibos et soutenues par le pouvoir fédéral. Depuis la loi de 1978, les propriétaires d'un terrain où se trouve du pétrole peuvent théoriquement être légalement expropriés sans compensation. La fin tragique du dirigeant ogoni du Mosop Ken Saro-Wiwa, exécuté en 1995 avec plusieurs autres activistes du mouvement, a nui à la compagnie anglo-néerlandaise Shell qui a été accusée, notamment par Amnesty International, d'avoir incité le gouvernement militaire du président nigérian de l'époque, Sani Abacha, à commettre cet acte pour continuer l'exploitation. La production en pays Ogoni s'est arrêtée au milieu des années 1990 du fait d'une pression internationale sur Shell dont l'image est restée très abîmée depuis. Cependant, l'échec relatif du Mosop à contrôler une partie des revenus du pétrole et à changer les pratiques des compagnies a contribué à l'émergence de nouvelles rébellions plus exigeantes envers l'État et les compagnies et employant des méthodes extrêmement violentes.

Au début des années 2000, le combat pacifique est révolu et une véritable guerre s'installe entre le gouvernement et de nouveaux groupes rebelles qui continuent toujours à défendre une ethnie en particulier, celle des Ijaw représentant la plus grande communauté dans plusieurs des neuf États du Delta. À cette époque, plusieurs mouvements se créent pour les représenter : Movement For the Survival of the Ijaw Ethnic in The Niger Delta (MOSIEND), Ijaw Youth Council (IYC), Federated Niger Delta Ijaw Communities (FNDIC), l'Izon⁵ Task Force ainsi que de nombreuses ONG et associations. Tous inondent de fax les pétroliers reprenant les arguments développés par le Mosop (*Africa Energy Intelligence*, n° 364, 3 mars 1999).

5. Izon est l'un des sous-groupes des Ijaw.

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

Le MEND : entre politique et piraterie pour le contrôle du Delta du Niger

Cependant, en 2006, un nouveau mouvement va passer des mots aux actions en utilisant des techniques guerrières. Cette organisation est le Movement for the Emancipation of the Niger Delta (MEND) qui reprend, lui aussi, les bases du corpus revendicatif du Mosop, mais en change les exigences. Le MEND demande un contrôle « total » de la richesse pétrolière du Delta du Niger. En vérité, le MEND est plus une appellation utilisée par de nombreux groupes qu'un mouvement unique, comparable en ce sens à Al-Qaïda pour le terrorisme islamiste, pour combattre les compagnies pétrolières considérées comme pillant et détruisant l'environnement avec la complicité de l'État⁶. Le MEND use d'une communication rapide et efficace : il envoie régulièrement des mails à certains journalistes nigériens et internationaux revendiquant des actes ou expliquant le sens de son combat. Son premier mail est daté de janvier 2006 : « Notre but est de détruire entièrement la capacité du gouvernement à exporter du pétrole. » Ce n'était qu'une menace, pourtant le MEND a commencé à appliquer son programme. Les noms des responsables du mouvement sont inconnus, car ils sont toujours masqués lors des interviews et, lorsqu'ils sont pris par la police, ils démentent les accusations. Bien que le MEND fonctionne avec des structures souples et peu de hiérarchie, ses membres manifestent un grand professionnalisme lors des combats et des diverses actions. Ils sont munis d'un très bon équipement (armes à feu, bazooka, etc.) et disposent de bateaux ultrarapides, avec lesquels ils arrivent sur les installations d'exploitation ou d'exploration *offshore* parfois très lointaines des côtes, sans être repérés. Ils ont de plus une très bonne préparation physique de guerriers ou soldats (photos d'hommes très musclés et encagoulés). Enfin ils ont une connaissance précise des mécanismes permettant de stopper la production d'un champ ou d'une usine de retraitement. Ils choisissent leurs cibles à dessein pour causer le plus de dégâts possible et pour le plus long temps. Il arrive aussi fréquemment que des salariés des sociétés pétrolières soient directement tués ou kidnappés pour obtenir une rançon. Le but est de créer le chaos afin que les compagnies respectent le milieu dans lequel elles travaillent et impliquent plus la population (discours du MEND). Cette situation a fait exploser les budgets sécurité des sociétés pétrolières depuis trois ans. Dennis Amachree, chef de la sécurité d'Addax Petroleum et responsable du Oil Producers' Trade Section (OPTS) regroupant toutes les compagnies en production au Nigeria, a déclaré en février 2009 que les compagnies pétrolières ont conjointement dépensé en 2007 quelque 3,5 milliards de dollars dans la sécurité et ont perdu l'équivalent de

6. Rappelons que les Ijaw sont majoritairement chrétiens.

HÉRODOTE

3 milliards de dollars de production du fait des vandalismes (*This Day*, 2 février 2009) Actuellement, produire dans l'*offshore* nigérian coûte 250 % de plus que dans d'autres zones *offshore*, du fait du coût des mesures de sécurité et des assurances⁷. La première action significative du MEND a été le meurtre en 2006 de neuf salariés de la compagnie italienne Eni Spa à Port Harcourt (plus grande ville pétrolière du Delta). Les actions de ce type se sont succédé à un rythme soutenu en 2006 et 2007 mais l'année 2008 a marqué une rupture. Le kidnapping des expatriés, une des méthodes privilégiées du MEND, a continué en 2008 et, parallèlement, les vandalismes d'infrastructures sont devenus de plus en plus destructeurs. Le 3 mai 2008, le MEND attaque un oléoduc de Shell, forçant la compagnie à stopper plusieurs jours l'exportation de 170 000 bpj. Le 20 juin, des bateaux rapides du MEND attaquent la plate-forme de Bonga (produisant plus de 200 000 bpj), située à 120 kilomètres des côtes. Cette attaque fait peu de dégâts, elle est plutôt orchestrée comme une action de démonstration que le MEND peut désormais agir partout. Une attaque de l'armée nigériane menée le 13 septembre dans trois villages de l'État de Rivers pour trouver l'un des dirigeants présumés du MEND, Farah Dagogo, donne le départ de l'opération de représailles des rebelles du MEND, « Barbarossa », qui a pour but de détruire l'industrie pétrolière de l'État de Rivers. Désormais, la guerre est ouverte entre l'État et les rebelles. Les cas d'arrêt d'exportation entraînant la mesure de suspension du contrat, appelée aussi « force majeure », se multiplient. Un cessez-le-feu est cependant déclaré par le MEND le 27 septembre pour laisser une chance aux médiateurs locaux de renouer le dialogue. À la suite d'une attaque de l'armée nigériane dans un camp du Niger Delta Vigilantes, groupe à majorité Ijaw et affilié au MEND, le cessez-le-feu est rompu le 30 janvier 2009. Depuis cette date, presque chaque semaine, des commandos du MEND commettent des sabotages. Un autre pas a été franchi avec la fin de la sécurité des airs, derniers espaces protégés. Le 25 février 2009, un hélicoptère civil est attaqué par le MEND qui oblige le pilote, grièvement blessé, à se poser en urgence. Les compagnies pétrolières qui utilisent très souvent ce moyen de transport devront donc, une fois de plus, revoir leur plan pour amener les salariés d'un point à un autre. Des soupçons pèsent sur le MEND concernant une action menée le 17 février 2009 contre le palais présidentiel du président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, dans la capitale Malabo. Les services de sécurité du pays imputent cette action au MEND qui dément, cependant, toute implication. La plupart du temps, lorsque le mouvement mène une action, il communique afin d'amplifier l'ambiance de terreur, ce qu'il n'a pas fait en l'occurrence. On pourrait donc penser que le mouvement n'est pas derrière le commando de Malabo.

7. Selon le président de la compagnie International Chief Tunde Afolabi cité par le *Wall Street Journal*, 22 octobre 2008.

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

Cependant, le MEND pourrait aussi jouer double jeu par crainte d'une réaction de la communauté internationale devant l'extension de la rébellion à tout le golfe de Guinée ; celle-ci pourrait donc s'impliquer plus avant dans la coopération avec le Nigeria pour canaliser les rébellions du Delta du Niger. Les hypothèses sont nombreuses tant il est difficile d'analyser ce type d'attaques non revendiquées : motifs de politique intérieure aux États, pur brigandage, ou objectifs politiques plus globaux contre les États et compagnies qui ne partagent pas les revenus du pétrole comme certains le voudraient. À la mi-mai 2009, l'opération « Barbarossa » a été réactivée par le MEND qui a intimé aux compagnies de retirer leurs salariés du Delta. Les insurgés ont clamé avoir détruit plusieurs bateaux de la Joint Task Force (section spéciale composée de membres de l'armée et de la police) et l'armée a communiqué sur un ratissage de l'État du Delta avec plus d'un millier d'hommes (*Le Monde*, 24 mai 2009). Le problème de la péninsule de Bakassi, que se disputaient le Cameroun et le Nigeria, est aussi important à prendre en compte. Après plus de quinze ans de litiges juridiques⁸, un arrêt de la Cour internationale de justice de La Haye a rendu officiellement la péninsule au Cameroun le 14 août 2008. Ce territoire d'à peine 1 000 km² est essentiel pour les pêcheurs. Les prospections pétrolières ayant été pour le moment extrêmement limitées, il est impossible de savoir ce que la zone peut effectivement recéler. Les dirigeants nigériens savaient dès le départ qu'ils allaient perdre Bakassi mais, ne pouvant le dire publiquement, ils ont dû mener le combat juridique jusqu'à son terme⁹. Entre novembre 2007 et janvier 2009, les médias locaux ont relaté au moins huit attaques dans la zone de Bakassi de bandes disposant de moyens de plus en plus importants et utilisant des tactiques ressemblant de plus en plus à celles du MEND. En octobre 2008, dix personnes travaillant pour les compagnies pétrolières sont kidnappées. L'armée camerounaise est également attaquée et tue un assaillant. Certains groupes comme le Niger Delta Defense and Security Council (NDDSC) n'acceptent pas l'accord rattachant la péninsule au Cameroun, et demandent une renégociation. Le MEND déclare ne pas avoir de relation avec ces groupes [International Crisis Group, p. 6] qui demandent l'indépendance de Bakassi. L'éventuelle coordination de tous ces mouvements pourrait avoir des conséquences sécuritaires catastrophiques pour les régimes des pays voisins : Guinée équatoriale, São Tomé et Príncipe et Gabon. Que se passerait-il si l'insécurité du Delta du Niger se répandait avec la même violence dans tout le golfe de Guinée ?

8. En 1994, les deux pays avaient failli en arriver à une guerre ouverte.

9. Entretien privé avec l'un des avocats du Nigeria pour le cas de Bakassi.

HÉRODOTE

Moyens mis en œuvre pour lutter contre les pillages*Les multiples plans nigériens*

L'augmentation des attaques en mer (92 en 2008) et des attaques au sol a conduit l'État à mettre en place diverses politiques. Il a notamment tenté de faire cesser les troubles par des mesures socioéconomiques et militaires qui se sont avérées, jusqu'à maintenant, complètement inefficaces. Olusegun Obasanjo avait mis en place, en 2000, la Niger Delta Development Commission (NDDC) afin de financer des projets pour l'économie de la région. Mais les budgets de cette institution, trop limités, n'ont pas eu de résultats significatifs. L'armée arrivait mieux à canaliser les violences au début des années 2000, la crise étant moins aiguë. Le Nigeria utilise une force spéciale mixte police/armée appelée Joint Task Force (JTF) pour lutter contre les violences et les pillages dans le Delta du Niger, qui vient d'ailleurs d'être réorganisée. Comme les combats tournent souvent au carnage avec de nombreux morts de part et d'autre, la JTF utilise de plus en plus la voie des airs pour bombarder des camps du MEND ou des mouvements affiliés. Cette force a une très mauvaise réputation auprès des populations du fait de brutalités et de la suspicion de recel de pétrole illégal pesant sur certains de ses membres [International Crisis Group, p. 5]. L'arrivée à la présidence d'Umaru Yar'Adua en mai 2007 fait espérer un règlement plus politique du conflit. Il considère en effet la question des violences dans le Delta et celle du pillage du pétrole comme étant une priorité, du fait, notamment, de la détérioration de l'économie du pays. Il tente de mettre en place un sommet réunissant toutes les parties impliquées dans le conflit du Delta. Prévu pour le mois de son élection, en mai 2007, il est une première fois repoussé d'un an pour consulter les différentes parties, puis définitivement annulé. En effet, plusieurs parties, comme le MEND, n'y voyaient aucun intérêt, les rapports déjà rendus et les recommandations des multiples sommets n'ayant débouché sur aucune réalisation. De plus, la personnalité du médiateur du sommet, Ibrahim Gambari, posait problème car il avait été l'un des défenseurs des exécutions en 1995 des membres du Mosop. Le gouvernement prend acte et propose enfin le 4 septembre 2008 la création du Niger Delta Technical Committee avec à sa tête le dirigeant actuel du Mosop, Ledum Mitee. Ce comité est installé le 8 septembre avec comme triple mission de synthétiser tous les rapports effectués sur la question du Delta depuis 1958, d'en tirer les recommandations à court, moyen et long terme et de faire des propositions aidant à une solution pérenne. Le gouvernement donne dix jours au comité qui mettra finalement trois mois, après de longues consultations, y compris avec le MEND, avant de rendre son rapport. Ses recommandations les plus marquantes sont :

164

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

l'augmentation immédiate de 13 à 25 % du pourcentage des revenus du pétrole alloué aux États, une amnistie pour un certain nombre de leaders rebelles et une réinsertion des militants. D'autres mesures sont jugées irréalistes du fait du calendrier imposé, comme l'arrêt du « torchage » du gaz en décembre 2008¹⁰ ou l'approvisionnement de 5 000 MW pour la seule région du Delta d'ici à juin 2010 alors que les centrales électriques construites n'ont même pas cette capacité pour le pays. Le rapport, toujours non publié officiellement, a été accueilli fraîchement par certains acteurs du conflit considérant qu'il faut atteindre rapidement une répartition d'au moins 50/50 entre l'État fédéral et les États producteurs, ce qui pénaliserait les États du Nord qui ne sont pas producteurs. Cet argument est fondamental pour le président Yar'Adua qui a été gouverneur de l'État de Katsina situé à la frontière avec le Niger. Les élites du Nord incitent le pouvoir fédéral à ne pas trop déséquilibrer la répartition financière actuelle, car une meilleure prise en charge des problèmes du Delta créerait de fortes disparités avec le Nord qui n'a aucune richesse équivalente. Cinq mois après la remise du rapport du Niger Delta Technical Committee, l'État fédéral n'a pris aucune mesure pour appliquer ses recommandations. Ce manque de réactivité du pouvoir le discrédite, alors que les recommandations ont déjà filtré dans toute la presse et que les auteurs du rapport et les différentes parties interrogées attendent des signaux forts et rapides.

L'une des autres initiatives d'Umaru Yar'Adua pour tenter d'enrayer la crise est la création, le 10 septembre 2008, d'un ministère dédié à la région du Delta. Ses missions sont d'améliorer les infrastructures (eaux, routes, accès à l'électricité) et de s'occuper des jeunes dont une grande partie souffre du chômage et est donc tentée par le pillage. Il a cependant fallu attendre un remaniement ministériel à la fin décembre, soit trois mois après l'annonce de la création du ministère, pour trouver un premier titulaire au poste de ministre du Delta, Chief Ufot Ekaette qui est une forte personnalité. Natif du Delta, Ekaette a été le secrétaire général du gouvernement fédéral durant les deux mandats d'Olesugun Obasango (1999-2007) (*Africa Energy Intelligence*, n° 596, 14 janvier 2009). Cependant, le nouveau ministère a les mêmes faiblesses qui handicapent la Niger Delta Development Commission depuis neuf ans : un budget trop faible, de 314 millions de dollars pour 2009. International Crisis Group ajoute, dans son rapport, que la somme des budgets du ministère et du NDDC sera inférieure de 33 millions de dollars à celui du NDDC d'il y a deux ou trois ans [International Crisis Group, p. 11]. Seule une vision politique claire, à l'aide d'organisations aux rôles bien définis et aux budgets suffisants, pourra permettre de résoudre les problèmes d'une région de

10. Le torchage du gaz est l'opération qui consiste à brûler le gaz associé aux champs majoritairement pétroliers. Cette opération provoque une pollution importante ainsi qu'un manque à gagner pour l'État, pour les populations locales et/ou pour l'exportation.

HÉRODOTE

près de 20 millions d'habitants, en proie à des troubles socioéconomiques profonds depuis cinquante ans. Aujourd'hui, 4 % des Nigériens seulement ont un emploi lié directement ou indirectement à l'industrie du pétrole ou du gaz ; seuls 20 000 Nigériens sont employés par des compagnies pétrolières¹¹, cette industrie étant très capitalistique et donc très peu créatrice d'emplois. Cette situation frustre les habitants des régions productrices qui ont peu de retombées de l'État fédéral puisqu'il ne reverse que 13 % aux États fédérés producteurs, lesquels en plus les dépensent mal.

Le poids des compagnies de sécurité privées

Dans ce contexte d'insécurité, toutes les compagnies pétrolières privées ont recouru à des sociétés de sécurité pour protéger les installations et les personnels ainsi que pour effectuer de l'intermédiation avec les populations et communautés locales. Les Britanniques dominent ce secteur au Nigeria, avec notamment Control Risks, ArmorGroup, Mars Omega (qui travaille notamment avec Chevron) et Erinys (qui a travaillé en Irak pour la sécurisation des oléoducs après 2003). Total a confié sa sécurité aux Français de Geos et aux Suisses de Sygma. Mais, compte tenu de la relative inefficacité de l'armée et de la police nigériennes et en particulier de la Joint Task Force, un petit nombre de sociétés privées tentent aussi de s'emparer du marché de la sécurisation des infrastructures publiques. En 2004, deux d'entre elles ont proposé leurs services au gouvernement nigérian pour enrayer la dégradation des infrastructures et le problème de siphonnage des oléoducs. La compagnie Kroll Security International (filiale du cabinet d'investigation privé américain Kroll) a proposé à l'administration Obasanjo un dispositif de sécurisation des oléoducs, avec mise en place d'une zone d'exclusion autour des sections les plus fréquemment attaquées. L'un des patrons de Kroll Security International, Alastair Morrison, a également été actionnaire d'Erinys (cf. *supra*). L'autre proposition est venue de la société américaine Military Professional Resources Incorporated (MPRI) qui a déjà travaillé au Nigeria à une réforme de l'armée du pays avec des crédits du département d'État américain (*Africa Energy Intelligence*, n° 498, 27 décembre 2004). Contrairement à Kroll, MPRI a proposé de travailler conjointement avec l'armée nigérienne en l'épaulant grâce à ses consultants, pour la plupart d'anciens militaires à la retraite. Aucune de ces propositions n'a cependant été retenue par l'administration Obasanjo. Le 24 juin 2008, Patrick Dele Cole, un des conseillers de la présidence Obasanjo pour les affaires

11. Selon l'ancien directeur de la compagnie nationale NNPC, Abubakar Yar'Adua, cité par le magazine *Leadership* (Lagos), 21 octobre 2008.

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

internationales, originaire de l'État de Rivers, a donné une interview au supplément nigérian du *Financial Times* dans laquelle il se fait le défenseur du recours au secteur privé pour régler les problèmes sécuritaires dans la région du Delta. Il faut cependant préciser que Cole est l'un des fondateurs d'une compagnie de sécurité, Sahara Energy, qui a notamment travaillé avec British Gas au Nigeria. Aujourd'hui, aucune compagnie privée ne sécurise les infrastructures de l'État mais, compte tenu de la gravité de la situation, il est possible que le gouvernement soit contraint par les compagnies pétrolières à finalement y avoir recours.

L'aide timide des pays occidentaux

La communauté internationale devrait se sentir concernée par la question de la sécurité du Delta du Niger, tout comme elle est préoccupée par les problèmes au large des côtes somaliennes : dans ces deux zones transitent de grandes quantités de pétrole, 1,5-2 millions de bpj au Nigeria et un peu plus côté somalien pour une partie du brut venant d'Arabie saoudite et du Soudan. Cependant, beaucoup de déclarations d'intention sont prononcées, mais peu de mesures concrètes sont prises. Le président du Nigeria, voyant l'inefficacité des réponses nationales, a été le premier, début 2008, à proposer la création d'une force internationale de sécurité (*Africa Energy Intelligence*, n° 574, 6 février 2008). Umaru Yar'Adua désirait une mutualisation des troupes des pays membres de la Commission du golfe de Guinée : Nigeria, Angola, Cameroun, les deux Congos, Guinée équatoriale et São Tomé et Príncipe. Ces troupes auraient, dans ce projet, été entraînées par l'armée américaine. Cette proposition n'a toujours pas été suivie d'effet en raison du trop grand nombre de membres et de leurs intérêts divergents (aucun n'éprouve la même situation sécuritaire et n'a les mêmes moyens). Pourtant, les États-Unis ont en permanence des navires de guerre dans la zone et cherchent, depuis 2006, à trouver une localisation stratégique pour installer le quartier général de l'Africom, futur commandement régional en charge des opérations militaires africaines. Mais, devant le peu d'enthousiasme de la quasi-totalité des pays africains et surtout de leur opinion publique, les États-Unis ont choisi, pour le moment, de maintenir ce commandement à Stuttgart en Allemagne, où se trouve déjà celui de la zone Europe. L'Africom est opérationnel depuis octobre 2008. La stratégie énergétique américaine a changé après le 11 septembre 2001, l'administration ayant pris conscience du danger de trop dépendre du Moyen-Orient. Une plus grande diversification des sources venant de l'Afrique est en cours, encore assez timide. D'autres puissances ont proposé leur soutien au Nigeria. Le Premier ministre britannique Gordon Brown a ainsi offert en juillet 2008 d'aider le président nigérian à lutter contre les insurgés du Delta, ce à quoi le

HÉRODOTE

MEND a répondu par un accroissement de violences les jours suivants. En février 2009, le ministre des Affaires étrangères italien Franco Frattini a proposé de livrer gratuitement deux bateaux rapides au Nigeria ainsi que la formation de militaires à la lutte contre la piraterie. Le MEND a également répliqué immédiatement en attaquant des salariés de l'ENI (*Africa Energy Intelligence*, n° 599, 25 février 2009). La France a aussi accepté, lorsque le Premier ministre François Fillon s'est rendu à Abuja en mai 2009, de faire un audit de la marine nigérienne pour aider à ce qu'elle se réforme. Enfin, l'Union européenne, par la visite du commissaire à l'Énergie Andris Pielbags à Abuja en septembre 2008, a montré son intérêt grandissant pour ce pays. A. Pielbags a notamment évoqué la réalisation du Trans Saharan Gas Pipeline qui transporterait du gaz sur une distance de 4 000 kilomètres depuis le Delta du Niger en traversant le Niger et l'Algérie. L'Union européenne a compris qu'il fallait travailler au Nigeria bien en amont et obtenir une certaine sécurisation avant d'investir quoi que ce soit. Elle a donc décidé d'augmenter de 30 % ses dons à ce pays jusqu'en 2013 ; ils iront en priorité à la réforme du secteur de la sécurité pour améliorer l'efficacité de la police et de l'armée dans le Delta.

*Contre l'internationalisation de la menace :
la mutualisation régionale des moyens de défense*

Face à la menace d'insécurité chronique qui a tendance à s'internationaliser, certains pays voisins du Nigeria essaient de prendre les devants pour éviter de se retrouver pris dans un conflit dont ils ne veulent évidemment pas partager les conséquences avec leur grand voisin. Les ministres de la Défense du Cameroun, du Gabon, de Guinée équatoriale et de São Tomé et Príncipe, des États de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), se sont rencontrés début mai 2009 à Yaoundé afin de signer un accord technique sur la mise en place d'un plan de surveillance pour la sécurisation maritime du golfe de Guinée, appelé « zone D ». Cet accord a pour but de mutualiser les moyens aéronavals des pays signataires ainsi que de donner un accès libre aux patrouilles dans les quatre eaux territoriales. Cependant, cette entente régionale représente une avancée bien limitée. En effet, les flottes de défense des quatre pays réunis n'ont pas des moyens suffisants pour assurer la sécurité dès lors que la force, bien supérieure, de la Joint Task Force nigérienne, n'y est pas parvenue, voire même a renforcé l'insécurité du fait de la déception populaire. De plus, les quatre États signataires de l'accord, membres de la CEEAC, n'ont pas les mêmes moyens et ont à gérer des menaces bien différentes. Le Cameroun, qui est de loin le mieux équipé et le plus touché par les attaques, voit ses moyens s'amenuiser avec la

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

baisse continue de la production pétrolière, aujourd'hui de seulement 87 000 bpj pour une consommation de près de 30 000 bpj et une population relativement importante de 18 millions d'habitants. Les royalties de l'oléoduc Doba-Kribi transportant le pétrole du Tchad qui transite sur le territoire camerounais ne lui rapporte que quelques dizaines de millions de dollars chaque année, pas de quoi envisager de lourds investissements sécuritaires. De ce fait, le chef de l'État Paul Biya voudrait développer l'exploration pétrolière dans les régions nord de son pays ainsi que dans les zones rétrocédées en 2008. Cependant ces dernières, proches de Bakassi, ont les mêmes problèmes sécuritaires que le Nigeria. Le Gabon est dans une situation pétrolière similaire au Cameroun du fait d'une production en baisse continue depuis la fin des années 1990. Cependant, il produit encore 240 000 bpj et a une population de seulement 1,5 million de citoyens. De plus, comme il ne connaît pas les mêmes troubles sécuritaires que son voisin, il n'aura pas la même détermination à éradiquer un problème qui ne gêne pas les compagnies sur son sol. Le cas de la Guinée équatoriale est par contre très différent ; le pays produit seulement depuis 1993 et sa production est en constante augmentation, elle est aujourd'hui de 370 000 bpj. De plus, le pays ne compte que 500 000 habitants, l'État dispose donc depuis une dizaine d'années, d'une manne très importante qu'il peut dépenser en infrastructures ainsi qu'en armement. Les États-Unis, très présents avec leurs compagnies pétrolières dans ce pays, apprécieraient que la Guinée équatoriale puisse s'investir davantage dans la lutte contre la piraterie, d'autant qu'elle commence à être touchée directement. Quant à São Tomé, il ne produit pas encore de pétrole, malgré la création en 2001 de la zone de développement conjointe avec le Nigeria, où des blocs ont déjà été attribués. En cas de découverte de pétrole, cet État ne dispose d'aucun moyen financier ou matériel pour assurer sa sécurité. Les pirates n'auraient aucun problème à atteindre ses côtes proches du Nigeria.

Le développement de la piraterie, conséquence d'une mauvaise gestion du secteur énergétique*L'état du secteur de l'énergie*

Il est difficile de comprendre les problèmes actuels de piraterie et de sécurité dans la région du Delta sans étudier la place prépondérante du pétrole et du secteur de l'énergie dans le pays, ainsi que leur gouvernance. La gestion politique du pétrole est certainement la cause essentielle des troubles de la région du Delta ; elle est aussi l'une des grandes faiblesses d'un pays qui n'a pas réussi

HÉRODOTE

à développer d'autres industries fortes pour la contrebalancer. Le pétrole a même conduit à l'appauvrissement de la population nigériane. Le pétrole représente 95 % des exportations et près de 80 % des recettes du budget de l'État fédéral. L'année 2007 était exceptionnelle, avec une moyenne de 70 dollars le baril qui ont rapporté 55 milliards de dollars. Le Nigeria a gagné 330 milliards de dollars de revenus pétroliers de 1971 à 2000 et plus de 100 milliards de 2000 à 2004. Malgré cela, le pays se trouve toujours dans le bas du tableau en termes de développement, mais dans le haut pour la corruption.

Entre la mi-juillet 2008, où le cours du baril avait atteint le record de 147 dollars, et le mois de décembre de la même année, les cours se sont effondrés de plus de 100 dollars. Tous les pays producteurs n'ont pas souffert de la même manière de ce soudain ralentissement. Le Nigeria, à la forte population et du fait de la baisse de production entraînée par les sabotages dans le Delta et de la très faible diversification de son économie, a pris de plein fouet cette baisse des prix. La baisse des cours fin 2008 a amoindri les recettes de l'État fédéral et donné lieu à des réajustements budgétaires ainsi qu'à des reports de projets.

L'un des problèmes principaux de la gestion pétrolière du Nigeria tient dans sa politique décentralisatrice. Alors qu'à l'indépendance le Nigeria n'était composé que de trois États, il en compte aujourd'hui trente-six, eux-mêmes subdivisés en près de 800 gouvernements locaux qui, dans les zones de production, peuvent s'avérer être le premier maillon à « graisser » pour que les compagnies pétrolières travaillent en paix. Cette décentralisation incomplète s'est révélée désastreuse pour la gestion pétrolière. En 1960, l'État fédéral redistribuait 50 % des revenus du pétrole aux États producteurs ; pourcentage qui est descendu à 3 % en 1976 car le pouvoir militaire en place se désintéressait complètement du développement du Delta en privilégiant les dépenses liées à la création de la nouvelle capitale politique Abuja. C'est seulement en 1999 que le premier président civil élu Olusegun Obasanjo porte à 13 % le pourcentage redistribué aux États producteur [Fanchette, 2006, p. 15]. Le budget des États dépend encore aujourd'hui en moyenne à 90 % des redistributions de l'État fédéral. La décentralisation a donc complètement échoué sur le plan de la gestion pétrolière car tout est verrouillé à Abuja. De plus, la multiplication des États et des gouvernements locaux diluent les sommes versées à chacune des entités administratives et rend la dépense publique peu efficace de par son émiettement.

La population nigériane ne comprend pas pourquoi son pays, qui produit tant de pétrole, se montre incapable de raffiner la quantité nécessaire de produits pour sa propre consommation alors que celle-ci ne représente que 1/6 de sa production de brut. De même, pour sa consommation électrique, le Nigeria produit actuellement 3 000 MW par jour pour 150 millions d'habitants par rapport aux 43 000 MW de l'Afrique du Sud qui ne compte pourtant que 48 millions

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

d'habitants et ne possède pratiquement pas de gaz et de pétrole (20 000 bpj seulement). Enfin, la Nigerian National Petroleum Co (NNPC) ne parvient pas à trouver de quoi payer sa quote-part des champs, alors qu'elle reçoit en moyenne 55 % de la production pétrolière extraite par les joint-ventures qu'elle forme avec Shell, Chevron, Exxon-Mobil, Total, ENI et Addax. Les compagnies étrangères en arrivent à gager les productions futures pour payer la part de la NNPC, incapable de trouver l'argent nécessaire. Total a proposé de prêter 1 milliard de dollars à la NNPC en mai 2008 pour continuer ses travaux de développement sur le champ d'Usan et un prêt de 3 milliards de Shell est actuellement en instance (*Africa Energy Intelligence*, n° 599, 25 février 2009). Au Nigeria, comme dans la totalité des pays producteurs, on utilise le contrat de partage de production, dont la caractéristique est que l'État récupère et commercialise directement une part de la production à son compte. Les autorités nationales ont donc une part sur le champ, variable de 50 à 80 % selon les pays. Ce type de contrat s'est développé dans les années 1990. Il a alors supplanté le contrat de concession dans lequel la compagnie exploitante est propriétaire d'un champ pour un nombre défini d'années et paie à l'État des royalties et des impôts, tout en conservant l'usufruit de la totalité de la production. Le contrat de concession est cependant encore utilisé dans certains pays comme le Tchad.

Les réformes non abouties du secteur énergétique

Les dirigeants nigériens ont tenté, à plusieurs reprises, de réformer le secteur pétrolier et énergétique en général. En février 2008, le pays a fêté les cinquante ans de la première commercialisation du brut nigérien ; cette date a aussi marqué les vingt ans de la première tentative de réorganisation d'un secteur marqué par un serviteur omniprésent de l'État : Rilwanu Lukman. Ce dernier a été ministre du Pétrole dans les années 1980 puis secrétaire général de l'Opep de 1995 à 2000, conseiller du président Olusegun Obasanjo de 1999 à 2004, puis conseiller spécial honoraire depuis l'élection en mai 2007 d'Umaru Yar'Adua avant de redevenir ministre du Pétrole en décembre 2008. En mars 1988, le président nigérien Ibrahim Babangida déclare que la NNPC, créée en 1977, doit être réformée dans le but de devenir une puissance commerciale et non une administration attentiste et coûteuse. C'est déjà à l'époque Rilwanu Lukman qui est chargé de cette réorganisation en tant que ministre du Pétrole. Cette réforme va conduire à la partition de la NNPC en cinq secteurs et sera un échec par manque de volonté politique. Un peu plus de dix ans plus tard, au début du premier mandat d'Olusegun Obasanjo est inauguré le Oil and Gas Sectors Reform Committee (OGSRC), présidé par le vice-président de l'époque. Ce comité doit proposer des recommandations en vue

HÉRODOTE

de maximiser les bénéfices pour l'État des secteurs pétrolier et gazier. Sont créés ensuite le National Committee on Oil and Gas Policy (NCOGP) et le Oil and Gas Implementation Committee (OGIC), avec à sa tête le conseiller principal du président, Edmund Daukoru [Abubak Atiku Nuhu-Koko, 2008]. L'OGIC a pour mission de créer des méthodes pour mettre en pratique les recommandations des deux autres comités; il livre ses conclusions au président Obasanjo qui décide finalement de ne rien appliquer, mais nomme Edmund Daukoru ministre d'État pour les Questions pétrolières. Umaru Yar'Adua, devenu président en mai 2007, crée en septembre 2007 un énième groupe de réflexion: le National Energy Council (NEC) présidé par Rilwanu Lukman. Ce conseil pilote vingt-deux sous-comités et ne va pas réussir à tenir le délai de six mois qui lui était fixé pour rendre ses préconisations, dont aucune n'a encore été mise en application.

Cette énumération, non exhaustive, des comités chargés de régler les problèmes pétroliers et gaziers depuis vingt ans, démontre combien la bureaucratie et les intérêts particuliers ont réussi à bloquer tout effort de modernisation. L'efficacité n'a pas présidé aux décisions des chefs d'État qui ont préféré s'abriter derrière des grands «sages» alors que les décisions de bon sens étaient et sont connues depuis longtemps. Aujourd'hui, Rilwanu Lukman, qui a présidé une partie de ses comités et a une expérience internationale, est de nouveau ministre du Pétrole. L'une de ses priorités est d'imposer à toutes les compagnies voulant développer un nouveau champ pétrolier de proposer un programme pour la réinjection du gaz associé dans le réseau national. Il a lancé également une grande purge à la tête de la NNPC et de tous les organes de l'État en charge de la question pétrolière. Le secteur est sclérosé depuis longtemps et il faudra beaucoup de volonté politique pour le faire bouger.

La question centrale du gaz au Nigeria

Les compagnies pétrolières ont depuis cinquante ans brûlé quasiment la totalité du gaz associé au pétrole. Ce torchage, estimé à 70 millions de mètres cubes par jour (Goodluck, 11 février 2008) par le vice-président nigérian, fait perdre 2 à 3 milliards de dollars par an au Nigeria, détériore l'environnement et contribue à la pénurie de gaz des centrales électriques qui ne peuvent donc pas délivrer suffisamment de MW. Le Nigeria détient aujourd'hui les premières réserves gazières d'Afrique, devant l'Algérie, soit 5,3 trillions de pieds cubes. Mais, du fait de ce torchage massif du gaz associé, il n'arrive qu'en troisième position pour la production, après l'Algérie et l'Égypte [BP *Statiscal Review*, 2008]. Le manque de volonté politique prime aussi ici, car les gouvernements n'ont pas su contraindre les sociétés pétrolières à stopper le torchage. Cette pratique est officiellement

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

interdite depuis 1984, après le vote de l'*Associated Gas Re-injection Act*, en 1979. Le Parlement a voté une résolution sous la présidence Obasanjo donnant aux compagnies jusqu'au 31 décembre 2007 pour se conformer à la loi. Ces dernières ont obtenu un nouveau délai d'un an sous Yar'Adua. À partir du 31 décembre 2008, les compagnies devront s'acquitter d'une amende de 3,50 dollars par 1 000 mètres cubes de gaz torché. Aucune compagnie n'a créé les réseaux nécessaires à l'arrêt du torchage dans les temps impartis. Aujourd'hui, le gouvernement parle de 2011 et les compagnies négocient pour 2013 (*Africa Energy Intelligence*, n° 601, 25 mars 2009).

Malgré ce problème du torchage, conduisant à une pénurie de gaz dans les centrales électriques, le Nigeria a inauguré en 2008 la mise en route du West African Gas Pipeline, qui devrait à terme fournir du gaz au Togo, au Bénin et au Ghana. Cette réalisation de près de 700 millions de dollars, commencée en 2002, est menée par Chevron alors que la sécurité de l'approvisionnement n'est pas garantie. Aujourd'hui, le Ghana est le seul pays à être, pour le moment, raccordé. Dans ce paradoxe nigérian du gaz, comment envisager le projet du Trans Saharan Gas Pipeline qui relierait la côte nigériane à l'Algérie par le Niger ? La volonté des deux pays gaziers reliés est manifeste mais ne tient pas compte de la réalité : les réserves existent mais la régularité de l'approvisionnement est très aléatoire pour des questions de sécurité dans le Delta et aussi par le manque de volonté des compagnies pour la récupération du gaz associé.

Conclusion

L'une des grandes faiblesses du Nigeria tient au fait que ses dirigeants n'ont pas su, depuis l'indépendance en 1960, forger un concept d'État fort et juste. Ceci explique le non-respect des lois édictées par un Parlement lointain et une puissance publique en laquelle les citoyens ne croient pas. La stratégie d'un fédéralisme de scissiparité avec la multiplication du nombre d'États et de gouvernements locaux a également exacerbé les rivalités entre les États non producteurs et ceux qui produisent pour le partage des revenus du pétrole. La piraterie dans le Delta du Niger s'inscrit dans ce contexte d'un État qui a laissé pourrir des situations insupportables pour les populations locales ; celles-ci sont contraintes de regarder leur environnement se dégrader et de ne pas voir leur quotidien s'améliorer par les revenus du pétrole. Le problème est complexe car tout se tient : le vol de brut est possible par la faiblesse de l'État sur la protection des oléoducs, mais aussi parce que la population demande une essence moins chère que celle des stations-service, pourtant subventionnée. Du fait notamment d'une pénurie souvent provoquée, les citoyens n'ont d'autres choix que de se tourner vers le marché noir pour

HÉRODOTE

se procurer des produits raffinés, le pétrole « légal » étant plus onéreux. De même, l'actuelle extrême violence du vandalisme contre les plates-formes et usines des compagnies pétrolières étrangères les contraint parfois à arrêter les exportations ; elles sont la conséquence d'un pouvoir incapable de répondre aux demandes des habitants du Delta avec d'autres méthodes que la répression. La relation entre les autorités nigérianes et les compagnies est loin d'être saine. En imposant des ultimatus aux compagnies, notamment pour le torchage, sans vraiment faire pression pour qu'elles s'y conforment, le pouvoir perd toute crédibilité auprès des populations. L'État se met ainsi en position de faiblesse pour les renégociations futures avec les compagnies. La question du manque de gaz pour approvisionner les centrales électriques du fait du torchage est à cet égard symptomatique du délabrement du secteur énergétique.

Les trois dernières années ont été très coûteuses pour les compagnies pétrolières au Nigeria et, par ricochet, pour l'État. Elles ont marqué une véritable rupture avec les années précédentes où le combat politique des différents mouvements du Delta était plus facilement contrôlable par la force. Le président Umaru Yar'Adua a décidé d'appréhender le sujet de façon plus politique en créant ce ministère du Delta qui est notamment chargé de faire avancer des projets de construction d'infrastructures et de s'occuper de la jeunesse. Cependant, il semble illusoire que les budgets de quelques centaines de millions de dollars promis pour cette dernière institution comme pour la Niger Delta Development Commission (NDDC) soient suffisants pour régler un tel retard de développement dans la région du Delta qui a dégagé tant de richesse depuis cinquante ans. De même, en imaginant que ces institutions puissent améliorer le sort des habitants de cette région, la question épineuse de la réintégration des mouvements rebelles dans la sphère politique légale sera aussi un problème lourd pour les autorités. Le développement de cette région nécessitera, de toute manière, des capitaux étrangers. Stratégiquement, la communauté internationale devrait apporter sa contribution puisque le Nigeria est le premier contributeur de pétrole africain au marché international. Si les conditions sécuritaires étaient réunies, sa production pourrait facilement passer de 2 millions de bpsj actuellement à 4 voire 5 millions. L'augmentation de la demande de pétrole risque de reprendre à partir de 2010, du fait de la croissance des pays émergents, alors que les capacités excédentaires, hormis celles d'Arabie saoudite, du Brésil et du Kazakhstan, sont devenues de plus en plus rares. Améliorer la sécurité de cette région si riche en hydrocarbures est donc une nécessité pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux, cela est encore plus vrai si l'on prend le golfe de Guinée dans sa globalité qui pourrait être soumis aux mêmes violences que la région du Delta si aucune politique efficace n'est mise en place dans les prochaines années.

PILLAGE ET VANDALISME DANS LE DELTA DU NIGER

Bibliographie

- BACH D., « Le Nigeria, paradoxe de l'abondance et démocratisation en trompe l'œil », *Afrique contemporaine* n° 219, p. 119-135.
BP Statistical Review of World Energy, 2008.
- CHEVALIER J.-M., AOUN M.-C. (2007), « Les risques géopolitiques du pétrole et du gaz naturel », Journées scientifiques sur le développement durable, Nouakchott.
- DULUE M. (2009), « Nigeria's Kidnap capital forces Shell, Chevron to cut output », *Bloomberg.com*, 19 février.
- FANCHETTE S. (2006), « Le Delta du Niger (Nigeria) : rivalités de pouvoir, revendications territoriales et exploitation pétrolière ou les ferments de la violence », *Hérodote*, La Découverte, Paris, 2^e trimestre.
- FOUCHARD L. (2007), « Violence et ordre politique au Nigeria », *Politique africaine* n° 106, p. 5-28.
- INTERNATIONAL CRISIS GROUP (2009), *Nigeria : Seizing the Moment in the Niger Delta*, Policy Briefing n° 60.
- KUATE A. (2008), « Rapport de mission d'exploration du responsable de la cellule de lutte contre le commerce illicite du Gicam dans les provinces de l'Adamaoua du nord et de l'extrême nord du Cameroun ».
- MYERS K. (2005), *Petroleum, Poverty and Security*, Chatham House, Londres.
- NUHU-KOKO A. A., « 20th Anniversary of transforming the NNPC 1988-2008 », www.nigeriamuse.com
- REMY J.-P. (24 mai 2009), « La guerre du pétrole a commencé au Nigeria », *Le Monde*.
- SEBILLE LOPEZ P. (2009), « Géopolitique des hydrocarbures au Nigeria du plan mondial au plan local », thèse de doctorat, Institut français de géopolitique, Université Paris-VIII.
- WATTS M., KASHI E., dir. (2008), *Curse of the Black Gold. 50 years of oil in the Niger Delta*, PowerHouse Books, Londres.